

**Emile HAAG, *The Rise of Luxembourg from Independence to Success 1815-2015. A Historical Portrait. Two hundred years of modern Luxembourg history, Luxembourg: Editions Saint-Paul, 2015, 318 p.; ISBN 978-2-879639802; 39 €.***

Le titre de l'ouvrage d'Emile Haag, « *The Rise of Luxembourg from Independence to Success* » - « La montée du Luxembourg de l'indépendance au succès » est en soi déjà très évocateur. Peut-on convaincre un lecteur anglophone intéressé à l'histoire du Luxembourg qu'il ne s'agit pas du produit d'un publicitaire mais d'un travail d'historien qui se base sur des faits historiques vérifiables ?

L'auteur du beau livre « Une réussite originale - Le Luxembourg au fil des siècles » paru en 2011<sup>1</sup> a récidivé en 2015 en se décidant pour la langue de Shakespeare. Certes la version anglaise n'est pas censée être une paraphrase ou une traduction abrégée de l'ouvrage de 2011, mais le lecteur retrouvera de nombreuses ressemblances. En effet le poids principal de ce livre est mis sur les deux derniers siècles de l'histoire luxembourgeoise. Sur les 320 pages 200 sont axées sur les 70 et même sur les 30 à 40 dernières années.

L'auteur a reçu l'aide de nombreux spécialistes des domaines scientifique, judiciaire, économique, financier, culturel, linguistique ou historique qui ont soit contribué, soit relu des passages de l'ouvrage. Les illustrations de Guy May méritent une mention spéciale puisque de nombreux clichés repris dans le livre sont peu connus et présentent un grand intérêt.

En passant vite sur les siècles qui ont précédé l'indépendance Emile Haag insiste néanmoins sur le fait que le Luxembourg a été victime des luttes d'influence entre les puissances européennes depuis le Moyen-Age sans revenir au concept dépassé des « dominations étrangères » qui a été surtout utile aux historiens du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle. L'auteur estime que la création du Grand-Duché de Luxembourg en tant qu'Etat par les signataires du Congrès de Vienne n'a toujours pas été évaluée par les historiens à sa juste valeur. Est-ce que le Luxembourg est donc un accident de l'histoire ? C'est une question que l'auteur se pose à plusieurs reprises.

<sup>1</sup> Voir compte rendu de David Kirt in: *Hémecht* 64 (2012), p. 119-123.

L'auteur révèle des détails intéressants sur les combats que Mgr Laurent, évêque en charge du Luxembourg, mène contre la franc-maçonnerie au Luxembourg (p.53). Il aurait pu élaborer davantage les causes sociales de la révolution de 1848 au Luxembourg : les révoltes populaires de Luxembourg et d'Ettelbruck, qui se dirigent contre le gouvernement des libéraux conservateurs sont les suites lointaines de la révolution de février 1848 à Paris. Mgr Laurent, « l'évêque sur les barricades », s'élève contre l'accaparement du pouvoir par la bourgeoisie de riches propriétaires et industriels et devient ainsi une des figures centrales de la révolution de 1848 au Luxembourg.

Emile Haag évoque encore le rôle de Paul Eyschen, « ministre d'Etat à vie », ce « petit Bismarck » (p.88)<sup>2</sup>, qui a contribué largement à la mise en place et à l'amélioration des institutions de l'Etat luxembourgeois. Ensuite il rend un vibrant hommage à Emile Mayrisch, le « champion de l'industrie luxembourgeoise du fer » (p.93), avant de s'intéresser à la biographie de l'industriel Henry Owen Tudor.

La période s'étalant de la Première à la fin de la Deuxième Guerre mondiale (1914-1945) est déterminante selon l'auteur pour le triomphe de l'autodétermination nationale. Après la victoire alliée en 1918, l'indépendance du Luxembourg se trouve à nouveau menacée. Pour Emile Haag «les deux guerres mondiales du 20<sup>e</sup> siècle auraient pu amener la disparition pure et simple du Luxembourg ». Il souligne dans ce contexte le rôle clairvoyant d'Emile Reuter qui a su, grâce à son pragmatisme, sauver l'indépendance luxembourgeoise. En formant un gouvernement d'union nationale Reuter a su éviter l'abolition de la monarchie. Le peuple luxembourgeois s'est décidé en 1919 pour l'indépendance et est prêt à en payer le prix. Pour Haag, Emile Reuter « a louvoyé sur le parquet diplomatique » grâce aux 3000 volontaires luxembourgeois toujours dans la mémoire du maréchal Foch pour maintenir l'indépendance et obtenir la possibilité d'organiser un référendum (p.116). Selon Haag Reuter formule si habilement les questions du référendum de 1919 qu'une majorité de 80% se prononce pour la Grande-Duchesse Charlotte – donc en faveur de l'indépendance –, solution préconisée par Reuter (p.116). L'auteur n'insiste pas sur la création du premier syndicat ouvrier luxembourgeois en 1916 encore unitaire qui en 1917 organise une grève dans la sidérurgie luxembourgeoise contrôlée par l'occupant allemand (p.118). Grève qui sera d'ailleurs un échec tout comme la grève générale de 1921, organisée par le seul syndicat ouvrier libre. Les syndicalistes chrétiens se sont abstenus d'y participer. Emile Haag ne mentionne pas non plus la création du syndicat chrétien en 1921 mais souligne le rôle positif des syndicalistes de la gauche réformatrice Nic Biever et Pierre Krier. A de nombreuses reprises l'auteur évoque le rôle des scientifiques, des inventeurs ou des sportifs d'ascendance luxembourgeoise.

Haag souligne que le gouvernement grand-ducal n'a pas reçu d'appui même symbolique de la part des alliés occidentaux alors que la situation internationale est de plus en plus critique après les accords de Munich de 1938 (p.127). L'auteur évite soigneusement d'entrer dans les détails concernant la tâche ingrate de la « Commission administrative », telle qu'elle a été récemment étudiée par l'historien Vincent Artuso, et reprend le narratif traditionnel en cette matière (p.136). Haag évoque néanmoins l'activité diplomatique intense de Joseph Bech, ministre des Affaires

<sup>2</sup> Toutes les citations ont été traduites de l'anglais par JM.M.

étrangères du gouvernement en exil, et celle de l'ambassadeur luxembourgeois à Moscou, l'ancien ministre de la Justice René Blum, qui n'ont pas pu obtenir une amélioration sensible du sort des prisonniers de guerre luxembourgeois, enrôlés de force, retenus dans le camp soviétique de Tambov. Pour mieux expliquer le contexte international dans lequel évolue le sort des enrôlés de force luxembourgeois, l'auteur aurait pu expliquer à ses lecteurs anglophones l'histoire parallèle des « malgré-nous » alsaciens-lorrains (p.151).

Selon l'auteur, le Luxembourg a su se libérer au moins partiellement de la domination de son partenaire économique (allemand d'abord, belge ensuite) en se plaçant résolument sur « le niveau européen dans les 30 dernières années ». L'idée d'unir l'Europe a fait son chemin au lendemain de la guerre. Emile Haag affirme que c'est le contexte culturel luxembourgeois, le milieu multilingue et multiculturel de Robert Schuman qui l'a tellement bien placé pour être à l'origine de la réconciliation franco-allemande. Il le met d'ailleurs en opposition à Raymond Poincaré, autre politicien lorrain, nationaliste français et ennemi irrécyclable de l'Allemagne. Afin d'expliquer à ses lecteurs les causes pourquoi le Luxembourg n'a pas su attirer vers sa capitale toutes les institutions européennes créées par les traités de Rome, Haag fait mention des rumeurs qui circulaient à l'époque au Luxembourg, à savoir que trop d'institutions et de fonctionnaires européens au Luxembourg pourraient déstabiliser une communauté nationale très conservatrice (p.156). Selon Gilbert Trausch le ministre des Affaires étrangères Joseph Bech « est trop attaché à son terroir pour souhaiter une Europe de technocrates déracinés ... le Luxembourg (y) perdrait son âme ... (Bech) n'a pas osé à l'heure du choix revendiquer la capitale de l'Europe » (*Joseph Bech - Un homme dans son siècle* p.121). Beaucoup plus sévère que Trausch, Haag préfère parler d'une opportunité en or perdue pour toujours par le gouvernement Bech en 1957 (p.156).

Emile Haag évoque les changements structurels qui touchent l'agriculture luxembourgeoise d'une façon assez sommaire (p.172). Le gouvernement luxembourgeois n'a pas pu davantage intervenir pour sauver les micro-entreprises agricoles condamnées à disparaître malgré la résistance tenace de la Centrale paysanne. La « continuité remarquable » en politique économique que Haag constate entre les gouvernements Werner et Thorn n'est pas à tel point étonnante (p.175). En effet le parti libéral détient le ministère de l'Economie dans les trois gouvernements de coalition, avec les chrétiens-sociaux et avec les socialistes et ensuite (1969-1984). L'auteur est à son aise pour expliquer aux lecteurs étrangers le modèle luxembourgeois et la culture du dialogue social, de la sécurité sociale et du partenariat social (p.181).

Quand Emile Haag affirme que « les relations entre Luxembourg et l'Allemagne s'améliorent après que l'Allemagne se décide à verser des compensations aux victimes de la guerre » (p.185) c'est peut-être aller un peu vite en besogne, puisque la Fédération des enrôlés de force victimes du nazisme a dû attendre longtemps pour que l'Allemagne reconnaisse ses revendications. L'auteur insiste sur l'importance et le rôle des institutions et administrations européennes qui ont leur siège à Luxembourg. Il fait bien de rendre hommage à Gaston Thorn, l'architecte d'une nouvelle politique étrangère luxembourgeoise (p.219). Le premier gouvernement sans participation du CSV (1974-1975) ouvre le chemin, selon Haag, vers une société plus libérale (p.176). Les « industriels d'un type nouveau » (p.246) interviewés

par l'auteur profitent de l'opportunité pour présenter leurs entreprises respectives aux investisseurs et aux clients potentiels que sont des lecteurs de l'ouvrage. Ceci est tout à fait dans la logique du « *nation branding* » pour mieux vendre la marque « Luxembourg ».

A juste titre l'auteur évoque les noms de Robert Krieps et de Pierre Werner qui ont été aux fonts baptismaux d'une véritable politique culturelle au Luxembourg dans les années 80. L'auteur aurait pu mettre davantage en exergue le rôle d'Erna Hennicot-Schoepges. Contre vents et marées cette première femme ministre de la Culture a imposé la création d'infrastructures culturelles de niveau mondial telles que la Philharmonie Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ou encore le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean. Les milieux culturels luxembourgeois, même ceux qui ne sont pas de son bord politique, n'hésitent pas à lui rendre hommage sans réserve. Pierre Werner, auteur du plan qui porte son nom, peut être considéré comme un des pères de l'euro. Werner a par ailleurs, et Haag le souligne à juste titre, eu la clairvoyance de créer le cadre nécessaire pour le développement de la place financière de Luxembourg et de la société des satellites de télécommunication luxembourgeois. Emile Haag fait le lien entre le Nobel de médecine Jules Hoffmann et Robert Schuman en indiquant que l'héritage de leur patrie d'origine, le Luxembourg, a bien posé la pierre fondatrice de leur succès. Les deux ont fait selon l'auteur preuve d'une ouverture d'esprit, d'une très grande flexibilité qui a contrebalancé un certain provincialisme (p.268). Le Luxembourg contemporain des trente dernières années a évolué du multilinguisme vers un creuset globalisé. Haag aurait pu mentionner que la langue luxembourgeoise essentiellement orale est depuis l'utilisation massive des moyens de communication électroniques devenue une langue écrite, utilisée par les jeunes dans leur communication quotidienne. Les parentés culturelles et religieuses entre le Portugal et le Luxembourg n'ont pas été sans importance pour déterminer le choix du gouvernement luxembourgeois en signant l'accord sur les travailleurs avec le Portugal. L'auteur estime que la communauté anglophone du Luxembourg, certes la plus petite quant au nombre est pourtant très influente.

Comme le public cible n'est pas nécessairement le lecteur averti luxembourgeois, il n'est pas étonnant que l'auteur se concentre sur l'histoire récente. Tout en révélant ses sources bibliographiques, l'auteur renonce à ajouter un appareil de notes scientifiques qui aurait nui au caractère très lisible et accessible de son ouvrage. On regrette par contre l'absence d'un index des noms de personnes. Emile Haag, en bon pédagogue, sait « raconter » l'histoire. Certains lecteurs vont se demander si ses conseillers ont parfois trop influencé le point de vue de l'auteur. On peut prendre ses distances à l'égard de l'approche parfois trop biographique de l'historiographie façon Emile Haag : il s'agit d'un narratif qui paraît dépassé aux yeux de certains historiens contemporains. L'historienne Renée Wagener avait déjà reproché en 2011 à Haag de suivre trop à la lettre les propos de Thomas Carlyle sur le narratif de l'histoire des grands Hommes (La riposte des Anciens, in: *Woxx*, 22.12.2011). Il n'est pas moins vrai que ce style est très apprécié par le public. En montrant comment ce petit pays est devenu une véritable « *success story* », l'auteur a atteint son but qui est de mieux vendre la marque « Luxembourg » aux lecteurs anglophones tout en respectant scrupuleusement les règles de l'historien sérieux qui se base sur des faits historiques vérifiables.

**Jean-Marie Majerus**

**Catherine GAENG / Jeannot METZLER / Nicolas GASPARD / Lydie HOMAN, L'oppidum gaulois du Titelberg. Luxembourg: Centre national de recherches archéologiques, 2014 ; ISBN: 978-99959-680-8-3 ; 5 €.**

Das vom CNRA veröffentlichte Büchlein versucht unter Berücksichtigung der jüngsten Forschungsergebnisse auf 45 Seiten einen kurzen und umfassenden Überblick zur Geschichte des keltischen *oppidums* vom Titelberg zu bieten. Reich bebildert gliedert sich das Werk in insgesamt acht Kapitel, gefolgt von einer zweiseitigen Bibliographie.

Im ersten Kapitel (*L'oppidum du Titelberg. Place centrale de la cité des Trévires*) wird erklärt, was ein keltisches *oppidum* ist und wie sich diese bereits von Caesar beschriebenen Befestigungsanlagen der Gallier wirtschaftlich und politisch entwickelten. Die Treverer kannten sechs befestigte Zentren; fünf davon, Otzenhausen, Martberg, Donnersberg, Wallendorf und Kastel, lagen im heutigen Deutschland. Das sechste *oppidum* war der im Südwesten des heutigen Luxemburgs gelegene Titelberg. Dieser profitierte von einer günstigen geografischen und geologischen Lage und die archäologischen Untersuchungen bezeugen, dass sich der Titelberg bis zum 1. Jh. v. Chr. zum Zentrum der Treverer entwickelte. Trotz dieser historischen Bedeutung kam es allerdings erst im 20. Jahrhundert zu professionellen Grabungskampagnen, weil dem gallo-römischen *vicus* von Dalheim zuvor mehr Aufmerksamkeit entgegengebracht wurde.

Grundmerkmal eines keltischen *oppidums*, und somit auch des Titelberges, ist dessen Befestigungsanlage. Diesem ist das zweite Kapitel gewidmet, wobei die Autoren auf die Baugeschichte, die Baumaterialien und den Aufbau der Anlagen des Titelberges eingehen. Dabei hatten die Befestigungen einen eher symbolischen denn militärischen Wert, auch wenn Caesar in seinen *comentarii de bello gallico* die defensiven Vorteile dieser Befestigungen hervorhob. Auf dem Titelberg lassen sich fünf Bauphasen erfassen. Die vierte Bauphase wurde von einer sogenannten *murus gallicus* gebildet, die mit einer Länge von 2,7 km erstmals das gesamte Areal des Titelberges umschloss. In römischer Zeit verfiel die Befestigung und aus dem geschlossenen *oppidum* wurde ein offener *vicus*.

Während der großen Dürreperiode von 1976 führten Luftbilder zu einer bemerkenswerten Entdeckung: Das gesamte Plateau des Titelberges wurde von einem von Nordosten nach Südwesten verlaufenden Graben geschnitten (Kapitel 3: *Le fossé de démarcation de l'espace public*). Zweck dieses Grabens war es, den 10 ha umfassenden öffentlichen Teil des *oppidums* mit dessen religiösen, politischen und wirtschaftlichen Anlagen und Veranstaltungen vom Wohnviertel abzugrenzen. Das vierte Kapitel beschäftigt sich mit diesem öffentlichen Bereich. Allein die nördliche Hälfte des öffentlichen Raums war in keltischer Zeit unbebaut und bot somit Tausenden von Menschen Platz. Aus ältester Zeit stammen die Reste von vier Meter breiten Palisadengängen, die parallel auf einer Länge von 60 m zu einem größeren Gebäude führten. Diese konnten die Menschenmassen eventuell bei Wahlen kontrolliert weiterschleusen, obschon eine Funktion zur Haltung von Rindern während eines Rindermarktes nicht ausgeschlossen werden kann. Hierfür sprechen zumindest die Funde von Tausenden von Rinderknochen, die auch die rege Metzgeraktivität auf dem Titelberg bezeugen. Ein Zusammenhang zwischen Versammlungen und Rindermärkten mit gleichzeitiger Fleischverarbeitung scheint

durchaus möglich. Im zweiten Viertel des 1. Jh. v. Chr. wichen die Palisaden dem Bau einer zu allen Seiten offenen Halle. Trotz Altar diente diese eher nicht kultischen Zwecken, sondern vermutlich zivilen Angelegenheiten. Mit dem Beginn des römischen Zeitalters in der zweiten Hälfte des 1. Jh. v. Chr. und der Gründung von Trier als neuem Zentrum der Region, begann die Bedeutung des Titelbergs abzunehmen: Der Graben verfüllte sich und die große Halle wurde abgerissen. Es folgten weitere, römisch geprägte Bauten, darunter Säulenhallen und ein im 2. Jh. n. Chr. erbautes Heiligtum, ein sog. *fanum*.

Vom Wohnviertel, das im Kapitel *L'habitat* beschrieben wird, wurden bislang nur wenige Teile ausgegraben, doch ermöglichten Luftbilder, geomagnetische Prospektionen und Kleinfunde die Erfassung seiner Ausdehnung im westlichen Gebiet des Titelbergs. Die ältesten Häuser, größtenteils aus Holz, stammen aus der Spätlatènezeit. Im augusteischen Zeitalter wurde das Wohnviertel vermutlich aufgrund des römischen Einflusses umgestaltet. Gleichzeitig wurde die Hauptstraße mit Steinen gepflastert. Bis zum 2. Jh. n. Chr. konnte sich das Wohnviertel zu einem gallo-römischen *vicus* entwickeln.

Im Südwesten des Wohnviertels wurden Infrastrukturen freigelegt, die nicht gallischer, sondern römischer Herkunft waren (*L'établissement commercial romain*). Neben Resten von Wandmalereien und Einzelfunden römischer Legionärsausrüstung zeugen diese Infrastrukturen von einer frühen römischen Präsenz im dritten Viertel des 1. Jh. v. Chr. Sehr wahrscheinlich hatten sich in diesem Bezirk römisch-italische Kaufleute niedergelassen, während die Einrichtungen später vom Militär als Verpflegungsbasis verwendet wurden.

Im vorletzten Kapitel mit dem Titel *Un centre économique* gehen die Autoren auf die wirtschaftliche Bedeutung des Titelbergs ein. Das *oppidum* war ein wichtiges Zentrum der treverischen Wirtschaft; Händler und Handwerker waren regelmäßig präsent. Davon zeugen u.a. die etwa 5000 gefundenen gallischen Münzen aus dem 1. Jh. v. Chr. Zu den nachgewiesenen Erwerbszweigen zählten die schon erwähnte Metzgereitätigkeit, die Eisenverarbeitung, die Holzverarbeitung, die Bronzeverarbeitung, die Steinmetztätigkeit, die Leder- und Textilverarbeitung und die Keramikindustrie. Ab dem 3. Jh. n. Chr. wurde auch Glas hergestellt. Die Produktion auf dem Titelberg übertraf seit dem 1. Jh. v. Chr. den Eigenbedarf und die Waren wurden auch exportiert. Zu den wichtigsten Importen, welche von den ansässigen römischen Händlern verkauft wurden, zählten Wein mediterraner Herkunft, römische Gebrauchskeramik, Olivenöl, exotische Früchte und *garum*, die beliebte römische Fischsauce.

Das letzte Kapitel (*Les nécropoles*) behandelt kurz die beiden großen Friedhöfe des Titelbergs. Die „gallische Nekropole“ zählte etwa 70 Gräber, das östliche Begräbnisareal hingegen 200, wovon etwa 5/6 aus der gallo-römischen Epoche stammen. Die zahlreich gemachten Funde von Grabbeigaben sowie die Reste von Grabstelen geben einen guten Einblick in die Opferriten und den Bestattungsbrauch der Bewohner des *oppidums*.

Die Broschüre ist zwar dünn, doch die Autoren wollen dem interessierten Laien ein Werk zur Verfügung stellen, das zugleich einen kompakten Überblick bietet und einfach und schnell zu lesen ist. Leider wimmelt es an französischen Sprachfehlern,

doch wird die Lesefreude von den zahlreichen Fotos und Abbildungen gefördert. Das Buch ist absolut zu empfehlen.

Thierry Groff

**Habsburger Herrschaft vor Ort – weltweit (1300-1600). Beiträge einer Tagung auf Schloss Lenzburg bei Zürich, 9. bis 11. Oktober 2008, hg. v. Jeannette RAUSCHERT, Simon TEUSCHER und Thomas ZOTZ, Ostfildern: Thorbecke, 2013, VII + 282 S.; ISBN 978-3-7995-0891-9; 49 €.**

Der 900. Jahrestag der Ersterwähnung des Namens ‚Habsburg‘ bot die Gelegenheit einer neuen Auseinandersetzung mit der Politik dieser Dynastie. Dies fand 2008 im Rahmen einer Tagung auf der Lenzburg bei Zürich statt, deren Tagungsakten seit 2013 vorliegen.

Die Zielsetzung des Bandes ist ambitiös, wird doch versucht gleich einer ganzen Reihe aktueller historiographischer Trends gerecht zu werden. Hierzu zählt, die Teleologie des Nationalstaates zu überwinden, indem man versucht, den andersartigen räumlichen Orientierung der damaligen Ordnungen gerecht zu werden. Aufgegriffen wird auch das seit 20 Jahren populär gewordene Konzept des ‚*spatial turn*‘, das versucht, den Raum wieder als Konstrukt in den Vordergrund zu rücken, wobei dieses Element in den individuellen Beiträgen sehr implizit bleibt. Ein weiteres dem Buch unterliegendes Konzept, das allerdings nicht weiter diskutiert wird, ist das der ‚*gouvernance*‘, oder zu Deutsch der Herrschaftspraxis. Hier schließt der Band besonders an die aktuellen Trends der Imperien-Forschung an, die den Bezug zwischen den zentralen Regierungsorganen um die Person des Monarchen und den lokalen Akteuren herstellt, eine Verbindung, die nicht immer gradlinig war und oft in Hybridisierungsprozesse resultierte (siehe besonders den Beitrag Hinz). Dieser Ansatz ist im Band gut umgesetzt, besonders weil die Autoren dieser Frage aufgrund unterschiedlicher Ebenen, Quellen und Ansätze verschieden nachgehen. Allgemein hätte der Band sogar versuchen können, die Foucaultschen Idee der kapillaren Ausprägung von Macht aufzugreifen, denn einige der Beiträge (z.B. Teuscher) können sehr gut als derartige Beispiele gelesen werden. Damit verbunden ist der Versuch, sich mit der Machtausübung jenseits von König und Königtum zu beschäftigen und lokale Akteure oder Medien bewusst in den Mittelpunkt zu setzen.

Interessant ist auch der gewählte Zeitraum von 1300 bis 1600, der sich über die herkömmliche Epochengrenze hinwegsetzt. Auch dieser zeitliche Ansatz ist an sich – wenigstens außerhalb des frankophonen Raums – nicht neu, hat er sich doch für viele Themengebiete durchgesetzt. Das gilt insbesondere für die Diskussionen über Staatlichkeit und das Aufkommen des modernen Staates, da dieser Zeitraum den Übergang vom – traditionell bezeichneten – mittelalterlichen Feudalstaat zu frühabsolutistischen Staatsformen darstellt. Im Bezug aufs Thema umgreift die Zeitspanne zudem den Aufstieg der Habsburger von regionalen zu imperialen Machthabern.

Das Habsburgerreich – eines der größten und dauerhaftesten in Europa – ist ein besonders interessantes Objekt. Die Länder der behandelten Dynastie erstreckten sich über weite Teile Zentral- und Westeuropas, Amerikas, und – später – den pazifischen Raum. Diachron vermischen sich mehrere Ebenen von Herrschaftsausübung: die

Region der dynastischen Ursprünge um Elsass und Aargau, die geographische Verlagerung der territorialen Hauptbasis nach Österreich, die sich vergrößernde – oft zwischen verschiedenen Zweigen geteilte – Hausmacht der Familie, das deutsch-römische Kaisertum mit seinem Universalanspruch, sowie das globale Imperium über mehrere Kontinente. Dabei war jede Verlagerung oder Vergrößerung über diesen sehr heterogenen Raum mit spezifischen lokalen Herausforderungen für die Herrschaftspraxis konfrontiert, denen die Habsburger in einigen Fällen nicht gewachsen waren, wie im Schweizer Raum, in den Niederlanden (siehe Beitrag Blockmans) oder langfristig in der Neuen Welt (siehe Beitrag Bonilla). Verständlich ist, dass nicht alle habsburgischen Gebiete im Band betrachtet werden können. Während der Raum von Aargau bis Österreich mehr als die Hälfte des Buchs ausfüllt, werden andere Regionen nur kurz erwähnt, sei es z.B. die Freigrafenschaft Burgund oder die weitläufigen italienischen Besitztümer.

Der Band beginnt mit einer sehr präzisen, analytischen Einleitung, die weit mehr als nur eine *pro forma* Rolle spielt. Sie erklärt und kontextualisiert das Konzept des Bandes im Detail. Auf sie folgt der sehr lesenswerte Gesamtüberblick von Thomas Zotz, der versucht das Thema über die Frage nach Zentren und Peripherien des Habsburgerreiches narrativ zu umreißen. Die ersten Beiträge beschäftigen sich zunächst mit konkreten Punkten der Herrschaftspraxis, wie etwa Christian Lackner, der die Verpfändung von Gebieten und Ämtern analysiert und letztere als Vorläufer des frühneuzeitlichen Ämterkaufs sieht. Klaus Brandtstätter nähert sich der Einbindung Tirols – eines wichtigen Brückenkopfs zwischen den Stammländern und Österreich – in den Herrschaftskomplex der Habsburger über eine sehr detaillierte Analyse der lokalen Verwaltung und der Kirchenpolitik. Andreas Bihrer nimmt das Thema der Kirchenpolitik auf und zeigt mithilfe von vier kirchlichen Institutionen, inwieweit die Habsburger auf Kirchenbesitz Einfluss nehmen konnten. Alois Niederstätter präsentiert die Region um Stadt und Herrschaft Feldkirch (Voralberg) und spezifisch die Rolle der Vögte als Vertreter des Landesherrn.

Der Band streicht immer wieder die zentrale Rolle von Kommunikation hervor, einerseits zwischen dem Hof und den einzelnen Herrschaften bzw. Provinzen und Königreichen, andererseits zwischen einzelnen Interessenvertretern wie dem Landesherrn, seinen Stellvertretern und den Untertanen. Während die Distanz oder Abwesenheit des Landesherrn/Monarchen oft eine Einschränkung für die möglichen Kommunikationsformen darstellte, produzierten die Interessen jeweils unterschiedliche Medien der politischen Kommunikation.

Das erste im Band vorgestellte Medium, ist die Klosterkirche von Königsfelden (Aargau). Brigitte Kurmann-Schwarz stellt die herrschaftliche Repräsentation in diesem von den Habsburgern gestifteten franziskanischen Doppelkloster vor, diskutiert aber zugleich ihre Grenzen, da wichtige Teile wie der Chor nur den Mönchen zugänglich war. Martina Stercken geht in ihrem Beitrag den Formen herrschaftlicher Präsenz in den Kleinstädten der Habsburger im Gebiet der heutigen Schweiz nach. Während die Herrscher relativ oft in diesen Städten präsent waren, erinnerten zudem ihre Burgen, feste Häuser, Privilegien, Siegel und persönliche Bindungen an sie. Ein weiteres wichtiges Medium waren Herrschereinzüge, deren Organisation ein politisches Minenfeld sein konnte, auf jeden Fall aber immer auch ein aktives politisches Statement beinhaltete. Teofilio Ruiz zeigt dies an Beispiel



Kataloniens, wo 1585 König Philipp der feierliche Einzug in Barcelona verweigert wurde. Sowohl Alejandro Cañeque wie Felix Hinz zeigen in ihren Beiträgen wie vielschichtig die Machtgefüge und Interessen sein konnten und wie verschiedene Machtschichten andere zu umgehen versuchten. In Neuspanien (Mexiko) waren dies oft die Vizekönige oder Kronbeamte. In diesem Kontext beriefen sich z.B. die dortigen Bischöfe auf die Trennung kirchlicher und weltlicher Jurisdiktion (Cañeque); die bei der Eroberung Tenochtitláns mit den Spaniern kollaborierenden Tlaxcaltecaner schmiedeten ein Bündnis mit dem Eroberer Cortés und den missionierenden Franziskanern (Hinz).

Ein weiteres Thema sind die Grenzen der habsburgischen Macht. Simon Teuscher diskutiert in seinem spannenden Beitrag diese politische oder verfassungsgeschichtliche Frage über einen kulturhistorischen Ansatz, indem er probiert, narrative Darstellungen ‚böser Vögte‘ im heutigen schweizerischen Raum zu kontextualisieren und entsprechend zu relativieren. Jelle Haemers geht dem Thema über Maximilians Finanzpolitik im niederländischen Raum nach. Seine detaillierte Fallstudie ergänzt den Überblick von Wim Blockmans, der den Bogen von den letzten Burgunderherzögen bis König Philipp II. spannt. Beide Historiker argumentieren, dass die reichen Territorien dieser Region, allen voran Flandern, wirtschaftlich und somit politisch und militärisch stark genug waren um ihre Interessen dem Herrscher gegenüber erfolgreich zu verteidigen. Unter Philipp II. spitzte sich dieser Konflikt bis zum Aufstand zu. Heraclio Bonilla studiert den „kolonialen Pakt“ der Könige in der Andenregion. Er zeigt dabei, wie die Habsburger versuchten, regionale Machtbildungen zu unterbinden, um etwaige Konkurrenten zu vermeiden. Auch hier scheiterte die Dynastie langfristig, nachdem die Silberförderung zurückging.

Was den Band noch interessanter gestaltet hätte, aber aus Platzgründen sicher nicht möglich war, sind vergleichende Studien. Für die frühere Phase hätten sich hier die Luxemburger, aber sicher auch die Jagiellonen angeboten, für den späteren Zeitrahmen das portugiesische Kolonialreich. In Anbetracht des großen geographischen Raums hätte der Rezensent gelegentlich auch Karten als hilfreich empfunden.

Den *Hémecht*-Leser mag zwar enttäuschen, dass das Herzogtum Luxemburg in diesem Band kaum Beachtung findet, trotzdem gibt es aus lokaler, landesgeschichtlicher Sicht Gründe sich mit ihm zu beschäftigen. Hierzu gehört nicht nur die Tatsache, dass das Herzogtum Luxemburg ab 1482 selbstverständlich Teil des habsburgischen Machtkomplexes war. Bis zum Tode Kaiser Sigismunds 1437 sind außerdem die Grundtendenzen, Probleme und Lösungsansätze der Habsburger fast identisch mit denen der Herzöge von Luxemburg. Dazu gehört der Rahmen – der Ausbau der lokalen Territorialverwaltung, die Ausdehnung des Herrschaftsbesitzes, die Ansprüche auf Reichsebene – wie die spezifischen politischen Mittel, der Ausbau der Territorialverwaltung, oder die Verpfändung von Ämtern oder Gebieten.

Die Qualität eines Sammelbandes misst sich an seinem Ausgangskonzept und der Bereitwilligkeit der einzelnen Autoren dieses kohärent umzusetzen. Beides ist hier sehr gut gelungen. Auch wenn der Band keine komplette Übersicht zu seinem Thema liefern kann, so verschafft er detaillierte Einblicke in die lokale Herrschungspraxis einer der wichtigsten Herrscherdynastien Europas.

**Pit Péporté**

**Sophie CORNET, La justice pénale en Terre de Mirwart (1593-1629) (Mirwart, un pays et des hommes au temps des Arenberg – Les Papiers de Marie Gobaye, 11), Saint-Hubert : Entre Ardenne et Meuse a.s.b.l., 2015, 194 p. ; 10 €.**

Depuis 2008, des passionnés d'histoire se sont attelés à éditer des pièces choisies du riche Fonds des archives du château de Mirwart, conservé aux Archives de l'Etat à Saint-Hubert. Ce projet exemplaire d'histoire locale s'intitule *Les papiers de Marie Gobaye* et la collection *Mirwart, un pays et des hommes au temps des Arenberg* compte jusqu'à présent onze volumes. S'engageant d'abord dans la transcription commentée de liasses d'archives (dénombrements de feux, comptes domaniaux et rôles militaires), les éditeurs se sont rapidement lancés dans l'analyse de données sociodémographiques (migrations, habitations, occupations), puis dans un dépouillement plus poussé des comptes des amendes qui renseignent sur la justice seigneuriale.

Marchant sur les pas d'un Pierre Goubert, dont la thèse *Beauvais et la Beauvaisis de 1600 à 1730* a fait date<sup>1</sup>, la collection montre comment la démographie historique peut renseigner l'histoire des mentalités et, plus particulièrement, l'histoire de la criminalité. L'analyse micro-historique de la terre de Mirwart, une seigneurie aux confins du duché de Luxembourg, sort de l'anonymat des milliers de cas isolés, pour en tisser un riche récit de relations humaines et de juridictions enchevêtrées. Certains villages relevaient tant du duché Luxembourg que de la principauté épiscopale de Liège ou du duché de Bouillon et les contentieux entre justice civile et ecclésiastique étaient nombreux, car le seigneur de Mirwart était l'avoué de l'abbaye de Saint-Hubert, se chargeant donc des affaires séculières de ses dépendances.

L'ouvrage de Sophie Cornet constitue non seulement un riche complément à l'histoire de la région dans la veine des travaux de Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, mais aussi un apport important pour l'histoire de la justice scabinale. Cornet se limite à une époque précise (1593-1629) et se focalise sur un corpus de sources particulier : les comptes des amendes. Ces derniers permettent uniquement, comme l'auteur le précise (p. 26), de nous renseigner sur des crimes ayant contribué aux recettes ou dépenses seigneuriales, mais de fait les peines pécuniaires sont souvent associées à d'autres châtiments et les dépenses liées aux procès y sont également explicitées. L'étude de Cornet se base sur un mémoire de master, rédigé à l'Université catholique de Louvain sous la direction du professeur Xavier Rousseaux, lui-même spécialiste de la justice pénale sous l'Ancien Régime.

Dans un premier chapitre l'auteure distingue, de manière assez classique, entre cinq types de délits : violences (physiques et verbales) contre les personnes, infractions contre les biens, contre les autorités, contre le sacré et contre les mœurs. Cette énumération se fait par ordre de fréquence décroissant, même si une erreur de graphique (p. 64) donne une hiérarchie différente. Par ailleurs, une catégorisation exclusive des 3.625 affaires est problématique, comme une amende peut sanctionner plusieurs délits commis par la même personne. Ainsi la sous-catégorie « injures

<sup>1</sup> GOUBERT, Pierre, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730*, Paris : SEVPEN, 1960 (rééd. en 2013 avec une préface de Daniel Roche).

et coups » (p. 82-83) regroupe des affaires qui auraient pu être classées tant dans la catégorie « injures » (violence verbale) que « coups et blessures » (violence physique). Néanmoins, cette catégorisation a le mérite de présenter tout l'éventail des sanctions et leur proportion respective à l'aide de nombreux graphiques.

L'ouvrage de Sophie Cornet permet en outre de situer dans leur contexte juridique les procès de sorcellerie relatés par Jean-Marie Culot et Jean-Pol Weber dans le volume précédent de la même collection.<sup>2</sup> La sorcellerie apparaît ici à deux reprises. Premièrement, les accusations de sorcellerie (p. 70-71) furent poursuivies en justice, tout comme l'étaient d'autres injures faites à des individus ou des lignées. Cette sanction officielle était d'autant plus importante qu'une telle diffamation non démentie pouvait faire partie des pièces de conviction dans un procès pour sorcellerie. En deuxième lieu, l'auteure classe 28 procès de sorcellerie (p. 105-110) parmi 213 infractions contre le sacré, en suivant la logique de l'époque, qui considérait un dommage causé à des personnes ou des biens (*maleficium*) comme moins grave qu'une infraction contre le sacré. Le pacte avec le diable était jugé bien plus sévèrement que les blasphèmes, manquements aux fêtes religieuses et sacrilèges, et – selon le mécanisme connu des chasses aux sorcières – les procès se concentraient chronologiquement sur la décennie de 1614 à 1624, résultant dans la prononciation de 16 peines de mort (dont 13 femmes) et 12 relaxations ou bannissements (dont 8 femmes).

Cornet examine la répartition genrée des délits et arrive à la conclusion que seuls des hommes furent accusés de blasphème, tandis que la majorité des personnes accusées de vol, de sorcellerie et de sacrilège étaient des femmes. Concernant la violence physique et verbale, les hommes étaient toujours beaucoup plus nombreux que les femmes tant parmi les inculpés que parmi les victimes. La question de savoir s'il existe une relation entre le sexe des inculpés et celui des parties plaignantes (c'est-à-dire si les femmes avaient davantage tendance à s'attaquer à d'autres femmes, et les hommes à d'autres hommes) n'est pas posée. Concernant les affaires de mœurs la proportion d'hommes et de femmes est similaire ; souvent un couple adultère était accusé ensemble, même si le châtiment des deux personnes pouvait varier. L'auteure n'offre cependant pas d'explications à ces différences de genre, qui sont d'ailleurs toujours discutées de manière controversée par l'historiographie.<sup>3</sup> Le deuxième chapitre sur les différents types de peines rendues montre à la fois la portée et les limites de cette étude (qui reste exceptionnelle pour un mémoire de master). Il offre des exemples bien choisis pour chaque sanction, de l'amende honorable à la peine de mort, en passant par la flétrissure et le pilori. On aurait aimé qu'il aille plus loin et saisisse l'occasion de confronter les sources normatives (ordonnances des Pays-Bas espagnols, règlements spécifiques du Conseil de Luxembourg, coutume de Saint-Hubert) – pourtant souvent citées – à la pratique concrète. L'auteure fait un pas dans cette direction en confrontant ses trouvailles à *l'Histoire du droit dans le grand-duché de Luxembourg* de Nicolas Majerus, ouvrage paru en

<sup>2</sup> CULOT, Jean-Marie / WEBER, Jean-Pol, *Quand les sorcières s'arrêtaient à Mirwart 1547-1687* (Mirwart, un pays et des hommes au temps des Arenberg – Les Papiers de Marie Gobaye, 10), Saint-Hubert : Entre Ardenne et Meuse a.s.b.l., 2014.

<sup>3</sup> LEVACK, Brian P. (éd.), *New Perspectives on Witchcraft, Magic and Demonology: Volume IV, Gendering and Witchcraft*, New York: Routledge, 2001.

1949, qui mériterait par ailleurs d'être revu à la lumière des recherches récentes. On se demande par exemple si les femmes mariées, en théorie dépourvues de capacité juridique (p. 63), étaient toujours représentées par un mambour (souvent leur mari) qui s'acquittait des amendes et peines à leur place. Concernant le délit d'adultère, cela ne semble pas avoir été le cas.

Le troisième chapitre élucide la procédure pénale à l'aide d'exemples concrets, tandis que le dernier pose la question de la rentabilité de la justice. En comparant les recettes et dépenses liés à l'exercice de la justice, Cornet arrive à montrer que les seigneurs de Mirwart – en l'occurrence des membres de la famille d'Arenberg – ainsi que leurs châtelains et mayeurs profitaient de la punition de malfaiteurs à travers les amendes qu'ils collectaient, même si certaines années la balance des paiements est en déficit. En passant, l'étude offre des informations précieuses sur la gestion de la seigneurie et notamment les innovations en terme d'audit, introduites par Anne de Croÿ, veuve de Charles d'Arenberg (p. 52).

L'ouvrage est complété par un index onomastique, outil précieux pour l'histoire locale, réalisé avec la collaboration de Jean-Pol Weber. L'idéal d'une « histoire totale » économique, sociale et culturelle semble habiter le projet *Les papiers de Marie Gobaye*. Une question reste : mais qui donc est Marie Gobaye ?

**Sonja Kmec**

**La Grande Guerre au Luxembourg. Le Journal de Michel Welter. 3 août 1914 - 3 mars 1916. Edition annotée et commentée par Germaine Goetzinger, Mersch : Centre National de Littérature, 2015, 560 p. ; ISBN 978-2-919903-44-3 ; 45 €.**

Si dans certains pays, le bilan historiographique des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale est peut-être maigrichon et n'a pas conduit à un renouvellement des connaissances, les conclusions pour le Luxembourg sont certainement plus positives. Le centenaire a permis à réinsérer cette « petite guerre » mémorielle dans l'histoire<sup>1</sup> et la mémoire luxembourgeoise<sup>2</sup>.

L'édition critique du *Journal de Michel Welter* couvrant la période d'occupation en est une preuve parmi d'autres. Germaine Goetzinger, directrice honoraire du Centre National de Littérature, a réalisé un travail minutieux pour accompagner ce journal d'annotations et de commentaires qui permettent à tout moment de contextualiser ce texte et d'en comprendre toutes les nuances. Parfois, on se perd même dans ces notes en bas de page tellement nombreuses qu'ils interrompent le flux de la lecture. Par contre les annotations que Germaine Goetzinger a ajoutées dans la marge du texte et qui résument le contenu, s'avèrent très judicieuses parce qu'elles facilitent énormément la navigation dans ce livre qui compte plus de 550 pages.

<sup>1</sup> Daniela LIEB, Pierre MARSON et Josiane WEBER, *Luxemburg und der erste Weltkrieg: Literaturgeschichte(n)*, Mersch, Centre national de littérature, 2014 ; Benoît MAJERUS, Charel ROEMER et Gianna THOMMES (dir.), *1914-1918. Guerre(s) au Luxembourg*, Luxembourg, Capybarabooks, 2014.

<sup>2</sup> Notamment à travers des conférences et une attention particulière pour le sujet dans la presse luxembourgeoise.

Les lectures de ce journal peuvent être multiples. Il y a d'abord l'homme politique qu'est Michel Welter : médecin, engagé politiquement depuis les années 1890, co-fondateur du parti socialiste en 1902, intellectuel du Bloc de gauches, membre du gouvernement en tant que Directeur général de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce<sup>3</sup>, ... Ces aspects de la politique luxembourgeoise sont bien sûrs très présents. Les crises gouvernementales sont décrites en détail et regrettées : le *Burgfrieden* ou l'union sacrée des pays avoisinants apparaît aux yeux de Welter comme des utopies inatteignables au Luxembourg. Ces pages montrent également que, même parmi des francophiles comme Welter, le sort du Luxembourg est souvent imaginé dans une plus grande Allemagne. Finalement apparaît aussi une urbanité politique : ministres, députés, journalistes, industriels, hauts magistrats ... se (re) croisent quotidiennement dans les rues de la capitale, s'échangeant les dernières rumeurs et potins : une spécificité de la politique luxembourgeoise qui est encore d'actualité aujourd'hui.

Mais d'autres lectures sont possibles. D'abord, le journal montre combien l'expérience du temps et le sens à donner à ce temps sont entièrement accaparés par la guerre. Dès le 3 août, à un moment où le conflit n'est pas encore européen et loin d'être mondial, Michel Welter écrit : « L'année 1914 marquera certainement dans l'histoire des peuples comme 1789. C'est avec 1914 que s'écroulera un système politique et économique inauguré au commencement du XIXe siècle » (p. 35). Par la suite, on se rend compte combien les futurs imaginables et imaginés par et pour les contemporains dépendent des nouvelles du front. Telle avancée allemande en Russie, telle victoire maritime britannique, et toutes les projections familiales, politiques et sociales sont reformulées pour être le plus proche d'une réalité qui semble changer tous les jours, d'autant plus que les informations n'arrivent que de manière filtrée et avec beaucoup de retard au Luxembourg.

Mais, et cela peut paraître paradoxal, le journal est également témoin d'une certaine « banalisation » (George Mosse) de la guerre. Événement auquel le lecteur n'échappe pas pendant 1914, tellement il est omniprésent dans le journal, le conflit devient au fil du temps une donnée plus marginale dans le récit que nous offre Michel Welter. Cette normalisation devient également visible à travers les moments de sociabilité que Welter retranscrit : la fréquentation quotidienne de l'estaminet, le tourisme sonore des Luxembourgeois qui suivent la guerre à travers le bruit des canonnades se déroulant à 50 km... mais aussi une certaine « monotonie » (p. 45) que la guerre lui inspire et ceci dès le 14 août 1914. Le Luxembourg apparaît peut-être moins comme une salle d'attente de la guerre (Batty Weber) qu'un balcon d'opéra d'où on observe la guerre sans y prendre part : cette notion de spectacle apparaît dès les premiers jours du conflit lorsque Michel Welter compare l'attroupement populaire que provoque l'arrivée des soldats allemands aux rassemblements de foule pour les spectacles de Buffalo Bill : d'ailleurs, l'emplacement des soldats allemands en 1914 est le même que pour la troupe américaine lors de son passage au Luxembourg en 1906.

---

<sup>3</sup> Quelques jours après la nomination de Welter au poste de Directeur général (3 mars 1916), son journal intime s'arrête. Michel Welter ne le reprendra plus.

Une telle publication qui reste rare dans le monde éditorial luxembourgeois est un véritable enrichissement pour (ré)écrire l'histoire des années 1914-18 au Grand-Duché : on peut seulement espérer que d'autres journaux ouvrant sur d'autres espaces géographiques et sociaux et qui ont fait surface lors du centenaire de la Première Guerre mondiale feront l'objet d'une édition aussi soignée.

**Benoît Majerus**

**Claus Cito. Eine luxemburgische Bildhauerkarriere. Werkverzeichnis, Luxembourg: Agence luxembourgeoise d'action culturelle, 2014, 464 S.; ISBN 978-99959-911-0-4; 59 €.**

Zu selten sind hierzulande Künstlermonografien in Verbindung mit einem Werkverzeichnis, als dass nicht jeder Versuch in diese Richtung zu loben wäre. Dies gilt umso mehr, wenn eine solche Publikation, wie im vorliegenden Fall, wissenschaftlichen Kriterien genügt und aufschlussreiche Beiträge beinhaltet. Der im Jahre 2014 von der *Agence luxembourgeoise d'action culturelle* herausgegebene, reich bebilderte Band über den Luxemburger Bildhauer Claus Cito (1882-1965) stellt den zwar nicht bedeutendsten, aber dennoch einen der bekanntesten Künstler Luxemburgs vor. Cito hat mit dem *Monument du Souvenir*, der *Gëlle Fra*, in der Hauptstadt eine Symbolfigur für die im Ersten Weltkrieg gefallenen Soldaten und zugleich ein Sinnbild für Frieden und Freiheit geschaffen. Aufgrund ihres Schicksals im Zweiten Weltkrieg ist diese Skulptur für die Einheimischen zu einem Nationaldenkmal und für zahlreiche Touristen zu einem beliebten Motiv auf ihren Erinnerungsfotos geworden. An Bekanntheit gewann die *Gëlle Fra* durch die Polemik rund um die Installation „Lady Rosa of Luxembourg“ der Künstlerin Sanja Ivekovic<sup>1</sup> und nicht zuletzt dadurch, dass sie 2010 zur Weltausstellung nach Shanghai gebracht wurde, um vor dem Pavillon des Großherzogtums auf das freiheitsliebende, kleine Luxemburg in Europa aufmerksam zu machen.

Bereits im Jahre 1995 hatte Lotty Braun-Breck eine erste Monografie über den Bildhauer aus Niederkerschen veröffentlicht<sup>2</sup>. Die Autorin konnte sich damals auf inzwischen verstorbene Zeitzeugen berufen sowie Dokumente einsehen, die zwei Jahrzehnte später nicht mehr aufzufinden sind. Dennoch blieben damals viele Fragen offen. Während einer im Anschluss an die Shanghai-Reise der *Gëlle Fra* im Heimatort des Künstlers ins Leben gerufenen Ausstellung, welche dieses Hauptwerk zum Thema hatte, kam daher die Idee zu dieser neuen Monografie auf.

Der Band umfasst ein Vorwort von Bürgermeister Michel Wolter, eine Einleitung und einen Einführungstext von Jean Reitz sowie neun wissenschaftliche Beiträge. Von diesen greifen die ersten fünf jeweils eine wichtige biografische Etappe des Künstlers auf. In vier weiteren Aufsätzen wird das Werk Claus Citos im Kontext der Kunstentwicklung seiner Zeit untersucht. Das anschließende, reich bebilderte

---

<sup>1</sup> Siehe: Benoît MAJERUS, D'Gëlle Fra, in: *Lieux de mémoire au Luxembourg. Usages du Passé et construction nationale / Erinnerungsorte in Luxemburg. Umgang mit der Vergangenheit und Konstruktion der Nation*, hrsg. v. Sonja KMEC, Benoît MAJERUS, Michel MARGUE, Pit PÉPORTÉ, Luxembourg 2007, S. 291-296.

<sup>2</sup> Lotty BRAUN-BRECK, *Claus Cito: 1882-1965 und seine Zeit*, Luxembourg 1995 (20102).

und gut dokumentierte Werkverzeichnis macht ungefähr drei Fünftel des Gesamtumfanges des Buches aus.

Einer der interessantesten Texte in diesem Band ist Sabine Dorscheids Beitrag über Claus Cito Studienzeit in Düsseldorf von 1900 bis 1907 und insbesondere seine Mitarbeit am Neuen Schauspielhaus. Wichtig für die von Regisseur Gustav Lindemann und Schauspielerin Louise Dumont initiierte neue Theaterpraxis war die Neugestaltung des Bühnenbildes: „Die künstlerische Bühnenausstattung trug ihren Teil dazu bei, dem Ideal eines *Gesamtkunstwerkes* näher zu kommen, indem sie sich mit den anderen Kunstsparten (Literatur, Darstellende Vermittlung, Kostüme, Bühnenmusik) verband.“ (S. 32) Es war augenscheinlich Peter Behrens, Direktor der Düsseldorfer Kunstgewerbeschule, der seinen Schüler Cito als seinen Stellvertreter für die Gestaltung der Bühnenbilder am Neuen Schauspielhaus vorschlug. Sabine Dorscheid konnte hier auf die Forschungsarbeit des Theaterwissenschaftlers Helmut Grosse<sup>3</sup> zurückgreifen. Die Autorin schreibt hierzu: „Im Bezug auf Claus Cito liefert Grosses Arbeit zwei erstaunliche Erkenntnisse: einerseits Citos verdienstvollen Beitrag zur Entwicklung des abstrakten Bühnenbildes sowie andererseits die Einsicht in den damaligen Bestand von Citos Unterlagen, die 1955 noch im Besitz des Künstlers waren, aber im Nachlass nicht mehr erhalten sind.“ (S. 33-34)

Der folgende Beitrag von Karlheinz Beyerle handelt von der kurzen Künstlerfreundschaft zwischen Claus Cito und dem späteren *Blaue Reiter*-Mitglied August Macke. Der Autor hat mehrere Auszüge aus dem regen Briefwechsel zwischen Macke und dessen Freundin und späteren Ehefrau Elisabeth Erdmann-Macke sowie aus deren Erinnerungen wiedergegeben. Besonders erwähnenswert ist hierbei ihre gemeinsame Wohnung in Oberkassel in der Nähe von Düsseldorf in den Jahren 1906 bis 1907 sowie ihr mehrmonatiger Aufenthalt im Frühjahr und Sommer 1907 in der kleinen Ortschaft Kandern im südlichen Schwarzwald, wo Mackes ältere Schwester mit ihrem Ehemann einen Gasthof betrieb. Diesen Aufenthalt hatte Lotty Braun-Breck bereits in ihrer Monografie ausführlich beschrieben. Beyerles Beitrag vernachlässigt hingegen weitere gemeinsame Unternehmungen, wie etwa eine im Jahre 1906 unternommene Reise in die Niederlande<sup>4</sup>.

Didier Damiani hat sich mit dem auf die Düsseldorfer Studienzeit folgenden zwölfjährigen Aufenthalt des Bildhauers in Brüssel (1909-1921) befasst. Trotz intensiver Nachforschungen ist die Ernte eher spärlich ausgefallen: Der Autor hat Citos Aufenthaltsbescheinigungen in der belgischen Hauptstadt ausfindig gemacht und seine Teilnahme an Abendkursen an der Königlichen Akademie der Schönen Künste von 1909 bis 1913 und an der Brüsseler Weltausstellung im Jahre 1910 nachgewiesen. Wichtigstes Moment während Citos Anwesenheit in Brüssel ist der Auftrag für ein Monument des Majors Ernest-François Cambier in Schaerbeek gewesen, das 1920 in Erinnerung an dessen Verdienste im Kongo eingeweiht wurde.

<sup>3</sup> Helmut GROSSE, Szenographie im Aufbruch. Die junge Kunst und das Schauspielhaus Düsseldorf 1905-1908, hrg. v. Michael MATZIGKEIT (Theatermuseum der Landeshauptstadt Düsseldorf. Dokumente zur Theatergeschichte XVII), Düsseldorf 2010.

<sup>4</sup> Diese Reise hat Sabine Dorscheid in ihrem Beitrag kurz erwähnt (S. 49).

Jean Reitz hat sich eingehend mit den Arbeitsprozessen im Niederkerschener Atelier des Bildhauers von 1921 bis 1965 auseinandergesetzt. Die Aufzeichnungen von Citos Mitarbeiter Aloyse Weins sind dabei für ihn ein willkommenes Hilfsmittel. Darin wurde festgehalten, wie viele Arbeitsstunden der Bildhauer und seine Gehilfen für die Ausführung der jeweiligen Aufträge benötigten. Der Autor hat keine Mühe gescheut, uns die Arbeitsabläufe in Citos Atelier zu beschreiben, die Rolle seiner Mitarbeiter – Émile Goedgen, Aloyse Weins und Aurelio Sabatini – zu würdigen, die Herstellung der Gips- und Lehmmodelle als Vorstufen der eigentlichen Skulptur hervorzuheben und die vom Bildhauer benutzten Materialien aufzuzählen, vor allem Luxemburger Sandstein und Lothringer Kalkstein. Auch das Modellsitzen als eine aus der Sicht des Künstlers unumgängliche Vorlage für die Herstellung eines Portraitbildnisses wird geschildert, sowie der Aufbau der Flachreliefs an öffentlichen Bauten oder die Aufstellung der Skulpturen in kirchlichen Räumen und auf Friedhöfen. Reitz weist mit Recht darauf hin, dass Cito nur ausnahmsweise auf edle Materialien wie Bronze oder Marmor zurückgegriffen hat bzw. zurückgreifen konnte, da die meisten seiner Auftraggeber die finanziellen Mittel nicht aufzubringen vermochten, um sich solch teuren Werke anfertigen zu lassen (S. 85-86). Dieser detailreiche Beitrag beschreibt das handwerkliche Können Citos und sein Organisationstalent ausführlich. Hingegen vermisst man eine eingehende Beschäftigung mit der künstlerischen Entwicklung, mit der im engeren Sinne kreativen Arbeit des Bildhauers, welche den bildenden Künstler vom gelernten Handwerker abhebt. Gerade für den behandelten Zeitraum, den vier Jahrzehnten seiner Hauptschaffenszeit, wäre dies insbesondere für den kunstinteressierten Nichtspezialisten von großem Nutzen gewesen.

Catherine Lorents Versuch, die Rolle zu umreißen, welche Claus Cito in der Luxemburger Kunstszene eingenommen hat, ist leider nur zum Teil gelungen. Schon die erste Feststellung, dass es in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts in Luxemburg mehr Kunstmaler als Bildhauer gab, könnte man ohne weiteres auf die gesamte Kunstwelt der damaligen Zeit übertragen. Die Einteilung der Luxemburger Künstler in zwei Kategorien, die unabhängigen – „die ihren Unterhalt durch den Verkauf ihrer Arbeiten oder durch die Ausführung von Aufträgen bestritten“ (S. 113) – und die oft im Lehrbetrieb Erwerbstätigen ist wenig aufschlussreich. Die erste Gruppe wird zum einen nur durch Joseph Kutter und Jean-Pierre Beckius vertreten – die Autorin hätte auch Frantz Seimetz erwähnen müssen –, zum anderen war insbesondere Kutter weniger durch den Verkauf seiner Bilder als vielmehr durch die Einkünfte der Hofwerkzeugfabrik Andreas Sedlmayr in München, welche seiner Frau gehörte, finanziell abgesichert – wenn auch nach 1933 nur über den beschwerlichen Umweg von wiederholten Reisen nach Deutschland. Auch bei der Beschreibung der Kunstszene wiederholt die Autorin althergebrachte Gemeinplätze: „Als Cito 1907 nach Niederkerschen zurückkehrte, fand er eine Kunstszene vor, die sich vorwiegend am Cercle artistique (CAL) orientierte. Den 1893 gegründeten und bis heute existierenden CAL, der sich aus Künstlern und Kunstliebhabern zusammensetzt, verbindet man stets mit Tradition und Kontinuität, die ihren Niederschlag in figurativer akademischer Malerei finden, sowie mit einer konstanten Mitgliedschaft.“ (S. 113-114) Diese äußerst schematische Darstellung lässt außer Acht, dass ohne die Gründung des Kunstvereins im Jahre 1893 Cito



vierzehn Jahre später überhaupt keine Kunstszene vorgefunden hätte. Die Hauptzielsetzung der Gründer des Kunstvereins war nämlich die Förderung der Kunst in einem Land, in welchem bis zu diesem Zeitpunkt der Kunstmaler oder Bildhauer auf sich allein gestellt war und kaum eine Möglichkeit hatte, seine Werke einer breiteren Öffentlichkeit vorzustellen. Dass die jungen Künstler, insbesondere diejenigen der sogenannten „Münchener Schule“, schon vor 1926 mehrmals versucht haben, sich vom hiesigen Kunstverein abzuspalten – zuerst 1915, dann 1917 und zu guter Letzt 1921, als Kutter, Noerdinger und Rabinger eine Ausstellung unter dem Titel „Sezession“ veranstalteten – ist schon durch frühere Studien belegt worden. Dass außerdem eine Formel wie „der Begriff Sezession, der Synonym für Modernität ist“, aus einem Text des Rezensenten zitiert wird, ohne dass die Autorin die dort angefügte Einschränkung berücksichtigt<sup>5</sup>, kann beim Leser zu der fälschlichen Annahme führen, dass auch Cito wegen seiner Teilnahme an den Sezessionsausstellungen zu den Kunsterneuerern in Luxemburg gehört.

Dieselbe Autorin hat einen weiteren Beitrag über Citos Teilnahme an verschiedenen Weltausstellungen zwischen 1910 und 1939 verfasst. Ob dieses Thema ein eigenes Kapitel verdient hat, mag dahingestellt sein: Der Bildhauer hat lediglich an vier von den sechs aufgeführten Ausstellungen offiziell teilgenommen, und auch bei diesen sind die überlieferten Informationen äußerst karg.

In ihrem dritten Beitrag über „Claus Cito und der Zweite Weltkrieg“ beschreibt die Autorin das neue kulturelle Umfeld, das in Luxemburg durch die Nazibesatzung entstanden war sowie die Schwierigkeiten, denen sich Künstler wie Cito ausgesetzt sahen, hatten diese doch die Wahl zwischen Anpassung und aktiver Mitarbeit oder Berufsverbot und im schlimmsten Fall Umsiedlung. Mit dieser in der Luxemburger Kunstgeschichtsforschung oft heiklen Thematik zeigt sich Catherine Lorent weitaus vertrauter und sicherer, was darauf zurückzuführen ist, dass sie vor ein paar Jahren darüber an der Universität Luxemburg promoviert hat<sup>6</sup>. Dass ein Bildhauer wie Cito von den Dienststellen der Besatzungsmacht angesprochen wurde, ein Gefallenendenkmal zu schaffen, überrascht kaum. Dass er es fertig brachte, den Auftrag in die Länge zu schieben, bis der Krieg vorbei war, mag als Beweis angeführt werden, dass man auch in politisch schwierigen Zeiten sich äußerlich anpassungsfähig zeigen und dennoch heimlich Widerstand leisten konnte. Auch seine erzwungene Beteiligung an zwei Ausstellungen im Südbezirk des Landes kann man ihm aufgrund dieser ungemütlichen Lage kaum zum Vorwurf machen.

Der zweite Beitrag von Sabine Dorscheid, welcher Citos Werk dem akademischen Naturalismus zuordnet und im Künstler einen typischen Vertreter der Düsseldorfer Bildhauerschule erkennt, der den Anweisungen seines Lehrers Karl Janssen zeit lebens folgte, ist ohne Zweifel der wichtigste des ganzen Buches. Hier fühlt sich der kunstinteressierte Leser, der vor der Lektüre des Buches aus einer unwiderstehlichen Neugier heraus das Werkverzeichnis zuerst durchblättert hat, in seiner Vermutung bestätigt, dass Cito Zeit seines Lebens einer im 20. Jahrhundert längst

<sup>5</sup> Edmond THILL, „Joseph Kutter, sa vie et son œuvre“, in: Jean Luc KOLTZ / Edmond THILL (Hg.), Joseph Kutter. Catalogue raisonné de l'œuvre, Luxembourg 2000 (2008<sup>2</sup>), S. 22.

<sup>6</sup> Catherine LORENT, Die nationalsozialistische Kunst- und Kulturpolitik im Großherzogtum Luxemburg 1934-1944, Trier 2012.

überkommenen Ästhetik treu geblieben ist und so trotz der hier geleisteten hervorragenden wissenschaftlichen Arbeit des Autorenteam für die Kunstgeschichte ziemlich irrelevant ist. „Die *Düsseldorfer Bildhauerschule* brachte [mit drei Ausnahmen, darunter Wilhelm Lehmbruck] ansonsten keine Künstler mit individuell ausgerichtetem Stil hervor“, schreibt Sabine Dorscheid gelassen (S. 152). Ihre anhand zahlreicher Beispiele belegte Ausführung zu den Einflüssen älterer und zeitgenössischer Plastiken auf einige Hauptwerke des luxemburgischen Bildhauers kann als ein Musterbeispiel kunsthistorischer Forschung angesehen werden. Insofern vermag sie am Ende ihres Beitrags nochmals zu schlussfolgern: „Die vergleichenden Betrachtungen belegen, dass Cito sich der zeitgenössischen Kunstproduktion bewusst war, aber selber nicht zu den Erneuerern der Skulptur gehörte.“ (S. 159)

Das von Sabine Dorscheid und Jean Reitz zusammengestellte Werkverzeichnis umfasst 172 Arbeiten und ist in sechs Abteilungen untergegliedert: Bauplastik, Denkmalplastik, Sakral- und Grabplastik, Portraits, Freie Arbeiten und Reproduktionen. Jedes Werk wird ausführlich beschrieben und meistens durch mehr als eine Illustration dokumentiert. Oft werden auch Werke anderer Künstler zum Vergleich herangezogen, an denen sich der Bildhauer in seinem Schaffen orientiert hat. Es ist wahrlich eine gewissenhafte, beschwerliche aber lohnenswerte Arbeit, wie man sie in der hiesigen Kunstgeschichte äußerst selten findet. In der Abteilung „Portraits“ wird die These aufgestellt, ein „Mann mittleren Alters. Bronzekopf“ (Katalog 4.24) mit einem Schnurrbart aus dem Jahre 1936, von dem nur noch eine Schwarzweißfotografie erhalten ist, könnte ein Portrait des Malers Joseph Kutter sein. Dazu die Autoren: „Da sehr wenige Portraitfotos Joseph Kutters bekannt sind, sind Vergleiche kaum möglich. Auf einem Foto von 1934 trägt er noch keinen Bart.“ (S. 406) Man kann natürlich nicht ausschließen, dass der Maler für kurze Zeit einen Schnurrbart getragen hat, dennoch: Portraitfotos von Joseph Kutter aus den dreißiger Jahren bis an sein Lebensende, welche man zum Vergleich heranziehen könnte, gibt es im Album im Besitz seiner Familie mehr als genug, und auf keinem einzigen trägt er einen Schnurrbart!

Zusammenfassend kann man behaupten, dass dieses Werk vollauf seinen Zweck erfüllt: Es dient Fachleuten als ein wichtiges Nachschlagewerk und macht den kunstinteressierten Leser mit dem Gesamtwerk eines in Luxemburg wegen seines *Monument du Souvenir* bekannten und beliebten Künstlers vertraut. Zur Vervollständigung der Informationen über Cito sollte man aber stets auch Lotty Braun-Breck's ältere Monografie sowie vor allem den im Jahre 2010 von denselben Autoren verfassten Ausstellungskatalog<sup>7</sup> zur *Gëlle Fra* hinzuziehen. Es bleibt zu hoffen, dass andere Luxemburger Künstler – vom bislang komplett vernachlässigten 19. Jahrhundert bis zu den inzwischen schon fast vergessenen Vertretern der modernen Kunst im 20. Jahrhundert – in den Genuss von solch wissenschaftlich hochwertigen Arbeiten kommen werden, welche es den Kunsthistorikern besser ermöglichen, die Kunst Luxemburgs in Zukunft einem gerechten und unvoreingenommenen Urteil zu unterwerfen.

**edmond thill**

<sup>7</sup> Rétrospective Claus Cito : exposition de sculptures de Claus Cito au Hall '75 à Bascharage, du 12 août au 1<sup>er</sup> octobre 2000, Bascharage 2000.

**Adrien Thomas, Les frontières de la solidarité. Les syndicats et les immigrés au cœur de l'Europe, Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2015, 138 p., ISBN 978-2-75353570-1; 12 €.**

Das kleine Buch von Adrien Thomas ist einem Schlüsselthema der Integrationsforschung gewidmet: dem durchaus widersprüchlichen Verhältnis von Gewerkschaften und Arbeitsmigranten. Der Autor behandelt dieses Thema anhand des im europäischen Kontext besonders bemerkenswerten Beispiel Luxemburgs. Denn hier spielt Arbeitsmigration seit über einem Jahrhundert eine zentrale Rolle in Wirtschaft, Kultur und Politik. In der Einleitung des Bandes betont der Autor zu Recht, dass Luxemburg ein Extremfall des Phänomens der Arbeitsmigration darstelle: 2012 waren lediglich knapp 30 % der Beschäftigten luxemburgische Staatsbürgerinnen und Staatsbürger. Doch nicht nur aus luxemburgischer Perspektive ist Thomas' Studie wichtig: Gerade aus dem „Extrem“-Fall Luxemburgs lassen sich auch für die Analyse des Verhältnisses von Gewerkschaften und Einwanderern in den übrigen Staaten West- und Mitteleuropas erkenntnisfördernde Vergleichsperspektiven gewinnen. In der Einleitung seiner Untersuchung stellt der Autor den historischen Kontext und die Konzeption der Arbeit vor, die er in den fünf Kapiteln des Hauptteils konsequent umsetzt; der Schlussteil präsentiert in klaren, aufeinander bezogenen Thesen die zentralen Ergebnisse der Arbeit; der Anhang informiert über die verwendete Forschungsliteratur und die Gliederung des Bandes.

Die Art und Weise, wie die luxemburgischen Gewerkschaften auf die Internationalisierung des Arbeitsmarktes und der Wirtschaft im Allgemeinen reagierten, interessiert den Autor vor allem, aber auch Konkurrenz und Spaltung der verschiedenen Gruppen von Beschäftigten und ihrer Organisationen. Er fragt weiter nach den Strategien der luxemburgischen Gewerkschaften bei der Einbindung von Immigranten in ihre Organisationen. Ein historischer Überblick vermittelt den Leserinnen und Lesern Kontextwissen zur Geschichte der abhängig Beschäftigten in Luxemburg, die von zahlreichen Migrationswellen geprägt wurde. Weiter arbeitet der Autor die ungleichmäßige Verteilung der ausländischen Arbeitskräfte auf die unterschiedlichen Wirtschaftssektoren heraus und zeichnet einen Abriss der Gewerkschaftsgeschichte in Luxemburg. Die Untersuchung stützt sich auf Interviews mit Akteuren der Gewerkschaftsbewegung, auf die Gewerkschaftspresse und die archivalische Überlieferung der Gewerkschaften. Diese empirische Forschungsarbeit ist in eine erfreulich breite Analyse der internationalen und nationalen Forschung zu diesem Thema eingebettet.

Das erste Kapitel des Bandes zeigt, wie sich die Position der Gewerkschaften im Laufe der Zeit veränderte. Nachdem sie lange versucht hatten, die Einwanderung auf den luxemburgischen Arbeitsmarkt zu begrenzen, verfolgten sie seit den 1960<sup>er</sup> Jahren eine Politik der Öffnung des Arbeitsmarktes. Es folgt eine Analyse dieser Öffnung, in deren Verlauf für die Migranten besondere Strukturen in den Gewerkschaften geschaffen wurden. Das dritte Kapitel analysiert den Prozess der gewerkschaftlichen Organisation der Migranten am portugiesischen Beispiel, das vierte am Beispiel der Lothringer Grenzgänger die Konfrontationen der luxemburgischen Gewerkschaften mit einer anderen gewerkschaftlichen Tradition. Das fünfte Kapitel schließlich untersucht die Errungenschaften, aber auch die Grenzen

der internationalen gewerkschaftlichen Zusammenarbeit und deren Auswirkungen auf die Integration der Grenzgänger.

Die Untersuchung kann zeigen, dass spezielle gewerkschaftliche Einrichtungen, die sich an bestimmte Einwanderer- und Grenzgänger-Gruppen wandten, eine zentrale Rolle bei der gewerkschaftlichen Organisation der Migranten spielten. Auch die Ausweitung der gewerkschaftlichen Dienstleistungen auf lokaler Ebene war hier bedeutsam. Darüber hinaus setzten sich die Gewerkschaften nicht nur für die Interessen der Migranten am Arbeitsplatz ein, sondern auch in Fragen des Schulwesens, des Wohnsitzes oder der Staatsbürgerschaft. Auf diese Weise schufen sie neue Möglichkeiten der Partizipation und trugen erheblich zur Akzeptanz der Migranten-Vertretungen bei. Jenseits dieser Ausweitung der Integration in die Gewerkschaftsbewegung – und das ist das entscheidende Ergebnis der Studie – entstanden allerdings auch neue Grenzen der Solidarität. Dabei unterscheidet Adrien Thomas vier Entwicklungen: Zunächst stellt er fest, dass die Öffnung des Arbeitsmarktes innerhalb der Europäischen Union zur Ausweitung der Einwanderung in Luxemburg geführt habe, aber auch zu neuen Begrenzungen. Dies hätten, so der Autor, die Debatten um den Zugang zu sozialen Beihilfen gezeigt – so etwa um den Zugang zu Stipendien für die Kinder von Grenzgängern. Weiter habe sich der Gegensatz von nationaler und internationaler Orientierung gewerkschaftlicher Solidarität in einen kulturellen Gegensatz aufgelöst, der aber erneut national eingefärbt sei: Die gilt beispielsweise für die Klassifizierung gewerkschaftlicher Traditionen als „luxemburgisch-konsensorientiert“ oder „französisch-konfliktorientiert“. Drittens hätten die Gewerkschaftsorganisationen die Grenze zwischen Staatsbürgern und Einwanderern gleichsam internalisiert. Die Einwanderer-Vertretungen versuchten, ihre Unabhängigkeit zu stärken, während die Vertreterinnen und Vertreter der luxemburgischen Staatsbürger in den Gewerkschaften den Vorteil nutzten, „Einheimische“ zu sein. Und viertens stellt der Autor fest, dass die Grenzen gewerkschaftlicher Solidarität nun weitgehend mit den Außengrenzen der Europäischen Union übereinstimmen und Einwanderer, die nicht aus der Union stammen, kaum in den Fokus gewerkschaftlicher Solidaritätsarbeit gelangen, insbesondere die sprichwörtlichen „Sans-Papiers“.

Thomas' Buch ist eine vorbildliche sozialwissenschaftliche Studie mit historischer Tiefendimension, und zwar nicht nur wegen der klaren, nachvollziehbaren und gut strukturierten Theoriebildung über den eigentlichen Untersuchungsgegenstand. Vorbildlich ist diese Studie auch, weil ihr Autor die luxemburgischen Entwicklungen in den Zusammenhang der internationalen Forschungsdebatte über die Frage der Anpassung der Gewerkschaften an den Wandel der Arbeitsmärkte stellt und dabei die verstärkte gewerkschaftliche Organisation von Einwanderern besonders beachtet. Er verweist auf die breite Forschung über gewerkschaftliche Organisationen in den USA, Frankreich und Deutschland, die sich mit Sozialdumping und benachteiligten Gruppen befasst, wie eben die Einwanderer – besonders die illegalen –, Frauen oder gering qualifizierte Beschäftigte. Die Lektüre dieses Buchs sei allen Interessierten nachdrücklich empfohlen.

**Norbert Franz**

**Aly SCHROEDER, Développement de la Formation Professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg : Selbstverlag, 2015, 264 S. ; ISBN 978-99959-0-131-8 ; 35 € (à commander via alysch@pt.lu).**

Bildungs- und Ausbildungssysteme funktionieren – zur Verwunderung und zum Ärger ihrer Erfinder wie ihrer Nutzer – nicht logisch, widerspruchsfrei und rational. Sie passen lediglich mal mehr und mal weniger gut auf die jeweils aktuelle gesellschaftliche Situation und müssen dementsprechend permanent angepasst, neujustiert und reformiert werden. Bildungs- und Ausbildungssysteme tragen also die Spuren ihrer Vergangenheit mit sich und sollen doch für die Zukunft nutzen. Dieser scheinbare Widerspruch wird erst mit der Analyse ebendieser institutionellen Vergangenheit auflös- oder zumindest verstehbar. Die Beschäftigung mit der Geschichte der Berufsausbildung ist damit nicht einfach nur eine akademische Fingerübung, sondern vielmehr eine wichtige Grundlage, um heutige Schwierigkeiten verstehen und die Zukunft des Systems besser planen zu können. Dabei genießt die Berufsausbildung selbst bei weitem nicht die Aufmerksamkeit, die ihr eigentlich zukommen sollte, und entsprechend rar sind die Veröffentlichungen zum Thema. Aly Schroeder, der lange Jahre im Luxemburger Erziehungsministerium die Berufsausbildung in verschiedenen Funktionen prägte, legt nun die erste umfassende Darstellung der Berufsausbildung für das Großherzogtum vor. Er beschreibt System und Geschichte der neuzeitlichen luxemburgischen Berufsausbildung (mit Exkursen zu den mittelalterlichen Zünften). Den Schwerpunkt setzt er dabei auf die Zeit nach 1944. Schroeder behandelt sein Thema in 29 chronologisch angeordneten Kapiteln und dies – ganz Bildungspolitiker – mit dem Blick durch die “systemische” Brille. Ihn interessieren also vor allem die strukturellen Zusammenhänge, das Ineinandergreifen von Institutionen und die damit verbundenen politischen Prozesse. Die Absichten und Wünsche einzelner Akteure stehen dagegen eher im Hintergrund der Analyse. Als Quelle dienen die verstreut erschienene Sekundärliteratur, die Beschlüsse und Debatten der Luxemburger Abgeordnetenkammer, die Korrespondenz des Erziehungsministeriums sowie Dokumente der Berufskammern. Schroeder geht allerdings sehr sparsam mit Referenzen und Verweisen um, so dass nicht immer ersichtlich ist, auf welche Quellen er sich an welcher Stelle konkret stützt. Der Teil des Buches, der sich mit der Zeit nach 1974 beschäftigt, profitiert dann aber sehr von den direkten Einblicken Aly Schroeders, wechselte er doch unter dem LSAP-Minister Robert Krieps vom Schuldienst ins Erziehungsministerium.

Die ersten neun Kapitel des Bandes erscheinen unter der Überschrift „Un système se construit“ und behandeln die Anfänge des luxemburgischen Berufsbildungssystems bis 1880. Diese Anfänge gingen vor allem von der geographischen Peripherie und von privaten und kirchlichen Initiativen aus. So spielten etwa die „Collèges“ in Echternach und Diekirch eine wichtige Rolle in der frühen Phase der Entstehung eines Berufsbildungssystems und auch die „cours professionnels“, die auf Initiative der Berufsverbände geschaffen wurden, können als wichtige Vorläufer einer staatlich reglementierten und vereinheitlichten Berufsausbildung angesehen werden. Hier zeigten sich bereits die Akteure, die lange Zeit um die Definitionshoheit über das luxemburgische Ausbildungssystem ringen sollten: Privatbetriebe, Berufskammern und der Staat. Den eigentlichen Beginn einer systematischen,

staatlich regulierten Berufsausbildung in Luxemburg datiert Schroeder auf den 28. Februar 1883 bzw. auf den 14. März 1896, die Gründungsdaten der staatlichen Ackerbauschule in Ettelbrück und der Handwerkerschule („Lycée technique des arts et métiers“) in Luxemburg-Stadt.

Im Süden des Landes waren es in erster Linie private Initiativen, die auf die Gründung bzw. auf die Ausweitung der Berufsschulen drängten. Vor allem Émile Mayrisch trieb in Düdelingen die Einrichtung einer Berufsschule, die den Bedürfnissen der Industriegesellschaft Rechnung tragen sollte, voran.

Der zweite Teil des Bandes beschäftigt sich unter der Überschrift „Un système se consolide et se développe“ mit der Zeit zwischen 1944 und 1974. Während unmittelbar nach der Befreiung Luxemburgs vor allem auf Konzepte aus der Vorkriegszeit zurückgegriffen wurde, konstituierte sich ab Mitte der 50<sup>er</sup> Jahre ein modernes und flächendeckendes Berufsbildungssystem, das in Form der „Mittelschulen“ stark von den einzelnen Betrieben und Berufskammern dominiert wurde.

Im dritten Teil des Bandes, „Le système répond aux exigences nouvelles“, referiert Schroeder vor allem die Veränderungen und Reformen der 1970<sup>er</sup> und 1990<sup>er</sup> Jahre, die er selbst aktiv mitgestalten konnte. So wurde unter der sozial-liberalen Regierung die Berufsausbildung stärker in den Verantwortungsbereich des Ministeriums genommen und die „Mittelschulen“ in den Sekundarunterricht integriert – eine Aufwertung der Berufsausbildung, die durch die Reform der 1990<sup>er</sup> Jahre noch verstärkt werden sollte. Zudem durften die technischen Lyzeen mit der Reform der 1990<sup>er</sup> Jahre nun auch Abschlüsse anbieten, die auf ein Universitätsstudium vorbereiteten. So kehrten die sozialistischen Ideen des „tronc commun“ aus den 1974<sup>er</sup> Jahren in gewisser Weise in den 1990<sup>er</sup> Jahren wieder in die (Aus)Bildungslandschaft Luxemburgs zurück.

Der vorliegende Band stellt eine gelungene Übersicht zur Berufsausbildung in Luxemburg dar, die sich als wichtige Referenz für die zukünftige wissenschaftliche und politische Beschäftigung mit dem Thema erweisen wird.

Der Band verdeutlicht gleichzeitig aber auch die beachtliche Lebensleistung des Luxemburger Bildungspolitikers Aly Schroeder. Schroeder ist kurz vor der Fertigstellung des Buches verstorben; seine Freunde und seine Familie haben die Endredaktion und die Veröffentlichung seines Werkes übernommen. Und so finden sich – eingeschoben in den eigentlichen Text – auch einige Würdigungen Schroeders durch wichtige Wegbegleiter.

**Thomas Lenz**

**Danielle ROSTER et Melanie UNSELD (sous la direction de), *Komponistinnen in Luxemburg : Helen Buchholtz (1877-1953) und Lou Koster (1889-1973)*, Cologne, Weimar, Vienne: Böhlau, 2014, 316 p. ; ISBN : 978-3-412-22185-0 ; 39,90€.**

Le présent volume est le résultat d'un projet de recherche et d'étude entre le Cid-femmes Luxembourg (rebaptisé Cid-Fraen a Gender en 2014), l'Université du Luxembourg et l'Université d'Oldenbourg, qui a pris la forme de séminaires et d'« ateliers de recherche » (11) au cours desquels un échange international entre

académiciens établis et étudiants initiés au travail dans les archives a porté des fruits.

Partant du cas spécifique de deux compositrices luxembourgeoises tirées de l'oubli grâce aux initiatives du Cid-femmes, *Komponistinnen in Luxemburg* embrasse des sujets aussi vastes et essentiels que la difficile construction d'une identité culturelle luxembourgeoise, les contraintes que devaient affronter, à la fin du 19<sup>e</sup> et au cours de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, les musiciennes au Luxembourg, des débats autour de la notion du kitsch ainsi que l'importance de la construction de la mémoire et du travail de sélection dans les archives.

De façon assez habile, le recueil parvient à éviter la plupart du temps le double écueil d'une théorisation par trop abstraite et d'une approche empirico-analytique décousue : l'articulation entre un discours théorique qui relativise une approche normative de l'histoire musicale au profit d'une valorisation de ce qu'on a pu, à l'époque, considérer comme marginal ainsi que l'analyse des œuvres de Lou Koster et d'Helen Buchholtz selon une optique à la fois sociologique et musicologique permettent au recueil de dresser avec souplesse le paysage possible d'une histoire musicale où le travail sélectif de la mémoire se voit tout à coup entouré d'une multitude d'autres récits surgis des marges.

Au cœur de ce recueil ne se retrouvent donc ni une exploration exhaustive de la vie d'Helen Buchholtz et de Lou Koster, ni le simple brassage polysémique de théories « gender » ou de réflexions autour de l'identité culturelle du Luxembourg, mais les conditions de possibilité d'une réécriture plus nuancée de l'histoire culturelle de l'humanité : d'où l'intérêt du recueil pour des théoriciens et chercheurs d'horizons divers des sciences humaines. Les contributions visent cependant moins à mettre à l'écart les métarécits préexistants – ce qui reviendrait à engendrer, de façon vindicative et dichotomique, une contre-histoire se contentant de reproduire un dispositif exclusiviste – qu'à les enrichir par la bande en les entourant d'autres narrations possibles. Un tel enrichissement se fait en quatre étapes, qui structurent aussi la composition du recueil : mise en crise d'une vision unilatérale et linéaire d'une histoire culturelle des nations ; valorisation des productions féminines considérées à l'époque comme marginales ; mise en cause de l'opposition esthétique normative entre musique populaire et chef-d'œuvre élitiste à travers une ré-accoutance de la théorisation du kitsch au-delà d'une approche immanentiste ; réflexion autour des phénomènes de sélection opératoires avant et dans la constitution des archives.

La question de la « double marginalisation » (9) des deux compositrices est abordée dans un premier temps selon leur appartenance à un pays où l'état de la recherche culturelle en général et musicologique en particulier a pendant longtemps été une « terra incognita » (15). Les directrices du recueil expliquent ce désintérêt sur un plan culturel global par le « Minoritätenkomplex » (17) qui rendait pendant longtemps le Luxembourg sceptique par rapport à ses propres productions culturelles et, sur un plan musicologique, par le fait que l'histoire musicale du Luxembourg paraît, de par l'étanchéité des compositions luxembourgeoises aux courants de l'avant-garde, peu compatible avec les « traditionellen ästhetischen Kategorien » (19). Si le Luxembourg a fini par avoir honte de ses productions musicales asynchrones, c'est que la tradition voulait qu'on y associât « eine reaktionäre Rückständigkeit, Konservatismus und Regressivität » (19). Plutôt que de corroborer de tels

critères normatifs, le volume cherche à comprendre les choix esthétiques pris par les compositeurs luxembourgeois en les confrontant aux particularités historiques, géographiques, sociétales et culturelles de leur temps. C'est dans ce contexte que Nina Noeske montre que, de par sa prise en étau dans les tensions des métarécits franco-allemands, la construction identitaire culturelle du Luxembourg et des compositrices Helen Buchholtz et Lou Koster ne peut être qu'un contre-récit narré depuis les marges. C'est dans les franges du discours hégémonique que se situe aussi la notion de « Mischkultur » de Batty Weber qu'analyse Sonja Kmec en la comparant à des notions postcoloniales telles l'hybridité ou le métissage. Développée par Batty Weber dans le souci d'une apologie de l'entre-deux situationnel luxembourgeois, la « Mischkultur » voit toute production culturelle comme individualiste et soumise aux variabilités des contingences historiques. Dans une approche transhistorique et lucidement anachronique, Kmec montre ensuite que la notion de Weber sait apporter son grain aux débats postcoloniaux autour de l'inter- et de la transculturalité, « da seine Beobachtungen die Bestandteile der Mischung nicht wieder zu entwirren und damit zu reifizieren suchen, sondern auf die Effekte der multiplen, oft widersprüchlichen Aneignungen zielen » (56).

Dans une tentative d'explicitation du deuxième tenant du phénomène de la double marginalisation, Nicole K. Strohmann cherche à faire voir « wie geschlechtsspezifische Vorannahmen den musikanalytischen Verstehungsprozess beeinflussen » (68) en démontrant que les catégories d'analyse musicale nous renseignent toujours sur le profil du chercheur qui les applique : différentes prémisses analytiques conduisent inévitablement à des interprétations divergentes. Ce basculement du regard sur la personne qui effectue l'analyse fait comprendre comment une certaine histoire de la musique a écarté nombre de compositions – et de compositrices. C'est dans un souci de nivelage des hiérarchies analytiques que Strohmann souligne l'importance de comprendre l'acte de la composition « als *einen* Teil eines komplexeren Kommunikationssystems » (79), qui exige la prise en compte des phénomènes sociétaux de l'histoire de la musique : ce n'est qu'une telle contextualisation qui permet de se départir d'un discours immanentiste toujours déjà idéologiquement ou esthétiquement marqué. Après avoir analysé les conditions de possibilité pour écrire une « Herstory » tout autant qu'une « History » de la musique (79), le recueil, à travers la contribution de Kerstin Schäffer, s'applique à décortiquer les mécanismes culturels et les jeux identitaires à l'œuvre dans l'adaptation sonore, par Lou Koster, de la mise en texte de la légende prétendument à l'origine de la procession dansante à Echternach par Nikolaus Welter. Danielle Roster montre ensuite comment Buchholtz opère une restructuration narrative et musicale du recueil de poèmes *Le Prince Avril* de Marcel Noppeney par un déplacement sémantique vers une légèreté et une ironie que l'hypotexte, d'une tonalité plus angoissée, ne contient pas : « [i]n Textvertonungen können sich [...] unterschiedliche Geschlechterbilder aus unterschiedlichen Zeiten, wie Sedimentschichten [...] ab- und überlagern » (128).

S'appuyant sur la problématisation autour de la question des genres, l'analyse sur la notion de kitsch et de sa présence dans les compositions de Lou Koster et d'Helen Buchholtz favorise une réflexion sociopolitique sur les « kulturelle Prozesse der Verbürgerlichung und der Industrialisierung » (152) qui ont posé les cadres de la *réception* des œuvres en tant que kitsch. C'est dans ce contexte que Matthias



Tischler montre que le discours du kitsch est fortement lié à l'émergence, au 19<sup>e</sup> siècle, du capitalisme et de la bourgeoisie : l'hégémonie aristocratique des discours esthétiques absolutistes prend fin, « der Kompromiss und die Anpassung an den [...] Massengeschmack [wird zur] Grundvoraussetzung von Verkäuflichkeit » (157). Par ailleurs, dans le cadre d'une sécularisation accrue, le kitsch devient à la fois l'expression d'un bonheur à consommer dans l'ici-maintenant et la promesse substitutive d'un monde indemne. L'analyse pragmatique du kitsch en tant que phénomène social et politique est importante pour deux raisons : elle permet tout d'abord de résoudre les apories d'une vision dichotomique et oppositionnelle entre kitsch et art. Ensuite, elle mine en l'exhibant, comme le font Annkatrin Babbe et Maren Bagge, l'opposition entre les domaines génériques qualifiés de féminins et les genres plus complexes et qu'on disait réservés à la sphère « masculine » à travers une contextualisation socio-culturelle qui montre les constructions exclusivistes à l'œuvre.

Le quatrième axe de réflexions s'intéresse au travail de sélection de la mémoire collective, qui est toujours déjà l'œuvre de l'oubli : la collection des sources ne peut jamais être exhaustive et l'archive, en tant que « prototypische Institution des kulturellen [Speicher]gedächtnisses » (201), est elle-même toujours déjà emprunte du travail effectué par le « Funktionsgedächtnis » qui structure la « masse amorphe » des sources. C'est dans la tension entre, d'une part, mécanismes de sélection archétypaux et normatifs et, d'autre part, la volonté historiographique d'obtenir un panorama idéologiquement neutre, tout comme un échantillonnage sociologiquement représentatif qu'il faut mettre en scène les connexions entre l'archive, la mémoire et le genre. Telle est la thèse de la contribution de Li Gerhalter et Georg Schinko qui analysent, dans des documents autobiographiques, les pratiques musicales de femmes sur le plan de la création et celui de la réception afin de donner voix au ballet de femmes rendues muettes par un travail de sélection basé sur des « heroengeschichtliche Prinzipien » (203). Ce qui est d'autant plus ardu quand on considère, avec Gesa Finke, « [d]ass kulturelle Überlieferung stattfindet [...] ist die Ausnahme, nicht die Regel » (202).

Une cinquième partie enrichit la réflexion théorique autour de l'archive en présentant les résultats des différentes activités de recherche des étudiants : Johann Cox s'intéresse, par le biais de l'analyse d'un cahier d'écolière, à l'éducation de Buchholtz dans un pensionnat de filles à Longwy, alors que Romina Vittore évoque les échanges épistoliers entre Ed Ettinger et Helen Buchholtz. Yulia Motovilova enfin montre Batty Weber comme « Spezialist im Frauenrecht » (296) en proposant une lecture féministe de son opérette *An der Schwemm*, pour l'adaptation sonore de laquelle l'écrivain a retenu une Lou Koster encore méconnue des auditeurs luxembourgeois.

Doté d'un CD qui permet au lecteur d'écouter les compositions discutées dans les contributions et parsemé de nombreuses reproductions de partitions, de portraits et autres documents historiques, le recueil permet une plongée synesthésique et exhaustive dans le sujet. Si certaines analyses socio-musicologiques paraissent parfois quelque peu décousues par rapport aux propos ou aux chapitres théoriques qui les précèdent, la vaste applicabilité de propos théoriques transférables à des questions de constructions identitaires culturelles, la mise en question d'un métarécit

historico-culturel univoque et normatif, tout comme l'articulation de ces propos à la recherche sur des compositrices luxembourgeoises peu connues font de cet ouvrage collectif un réservoir indispensable et intelligemment structuré pour tout théoricien et chercheur qui s'intéresse à l'histoire musicale du Luxembourg en particulier et aux mécanismes contextuels inhérents dans la construction d'une identité culturelle en général.

**Jeff Schinker**

**Parlons Musée ! Panorama des théories et pratiques, éd. p. Marion COLAS-BLAISE, Céline SCHALL et Gian Maria TORE (coll. Openscience), Luxembourg : Editions Guy Binsfeld, 2014, 212 p. ; ISBN 978-2-87954-283-6; 24 €.**

„Le présent livre propose une réflexion panoramique de l'institution muséale et accompagne un programme de recherche autour de la médiation culturelle et du musée au Luxembourg“. Mit diesen programmatischen Worten begrüßen die HerausgeberInnen – alle drei ForscherInnen an der Universität Luxemburg den Lesenden, der dann erfährt, dass das Buch aus zwei Forschungsprojekten der Universität Luxemburg hervorgegangen ist: „Médiations culturelles au Luxembourg“ (Marion Colas-Blaise & Gian Maria Tore, 2011-2013) und insbesondere „Les musées luxembourgeois et leur réception: une analyse des stratégies de médiation“ (Céline Schall, FNR-Projekt, 2011-2014). Dass es sich bei den abgedruckten Texten um die schriftliche Fassung der Beiträge der gleichnamigen Tagung vom 30.11.-01.12. 2012 handelt, erfährt er nicht. Diese Information wäre für das Einordnen des Duktus einiger Beiträge wichtig gewesen.

Der Lesende kann den biographischen Angaben zu den HerausgeberInnen entnehmen, dass sie ExpertenInnen auf dem Gebiet der Kulturvermittlung sind. Es dürfte ihnen demnach bekannt sein, dass Vermittlung, um Wirkung zu zeigen, der Bestimmung eines Zielpublikums bedarf. Und dort setzt die grundsätzliche Kritik an der Publikation an: An wen richtet sich das Buch? An museumsinteressierte Laien? An Museumsschaffende? An Museumstheoretiker?

Der von Jean Davallon, „Professeur émérite en sciences de l'information et de la communication“, verfasste Einführungsaufsatz mit dem Titel „La ‚muséologie‘ pour penser l'évolution des musées“ setzt beim Lesenden ein beachtliches museologisches Fachwissen voraus, wenn er in vollem Umfang erfassen will, wie der Autor die „approche fonctionnelle“ mit der „approche symbolique de l'institution muséale“ ergänzt. Unter der „approche fonctionnelle“, wie sie auch von André Gob, einem weiteren Autor des Buches, vertreten wird<sup>1</sup>, versteht Davallon die Erforschung der Institution Museum aus ihren Aufgaben und Funktionen heraus. Das Museum ist ein Ort der Ausstellung (*fonction d'exposition*), der Konservierung von Sammlungen (*fonction de conservation*), der wissenschaftlichen Forschung (*fonction scientifique*) und der soziokulturellen Vermittlung (*fonction d'animation culturelle et sociale*). Mit der „approche symbolique“ spricht der Autor den Prozess der „patrimonialisation des objets (matériels et immatériels)“ an (S. 22), also das

<sup>1</sup> André GOB/Noémie DROUGUET, La muséologie. Histoire, Développements, enjeux actuels, Paris 2010<sup>3</sup>, S. 62-63.

Erheben von Dingen (*patrimoine matériel*) und Handlungen, Ritualen, Erinnerungen ... (*patrimoine immatériel*) zum Kulturerbe einer Gemeinschaft. In diesem Vorgang ist das Museum (sprich die Sammlungsverantwortlichen) ein Akteur neben anderen „institutions culturelles à vocation patrimoniale“. Allerdings bedarf die Institution Museum eines Publikums, welches den Wert des Kulturerbes zu entschlüsseln vermag. Und hier sieht Davallon die Herausforderung des 21. Jahrhunderts. Er schreibt: „L'importance accordée à la prise en compte des publics est allée de pair avec le basculement du centre de gravité institutionnel de la dimension patrimoniale vers la dimension médiatique“ (S. 24). Wie kann das Museum mit diesem Paradigmenwechsel umgehen?

Davallon schließt seine Überlegungen zur Entwicklung der Museen mit der Feststellung, dass eine zentrale Aufgabe der Institution Museum angesichts der Heterogenität des potentiellen Publikums darin besteht, wie sie weiterhin „une expérience de visite qui conserve une dimension symbolique dans un contexte de développement des possibilités fonctionnelles de la dimension médiatique“ anbieten kann (S. 27).

Damit übernimmt der Museumsforscher eine Frage, die heute in der Welt der Museumsschaffenden sehr kontrovers debattiert werden. Wie weit sollen und können Museumsschaffende die Deutungshoheit des Kulturerbes mit Laien teilen?<sup>2</sup>

Für Museumstheoretiker ist das Buch eine Enttäuschung. Zwar sind die Überlegungen von bekannten Museologen aus dem französischsprachigen Raum wie die erwähnten Jean Davallon und André Gob oder auch André Giordan, Professor für Epistemologie an der Universität Genf, abgedruckt, doch sie bleiben meist sehr oberflächlich und spiegeln den aktuellen Stand der Forschung häufig nicht wider. So übernimmt etwa André Giordan in seinem Aufsatz „De nouvelles formes de muséologie: l'apport de recherches en didactique“ ein Modell des „processus de conception muséologique“, das er bereits 1997 veröffentlicht hat (S. 104).

Eine weitere vertane Chance des Buches offenbart sich in der Literaturliste. Es wird fast ausschließlich französischsprachige Literatur berücksichtigt. Museumstheoretiker und Museumsschaffende hätten insbesondere die Berücksichtigung von angelsächsischen Forschungsansätzen zu konstruktivistischen „education theories“ zu schätzen gewusst, etwa von George E. Hein, emeritierter Professor an der Lesley University, der sich im Bereich der Besucher-Forschung und Museumspädagogik mit der Frage auseinandersetzt, wie „learning in the museum represents meaning-making by museum visitors“<sup>3</sup>.

Spannend im Ansatz ist der Aufsatz von Jean-Michel Tobelem : „Musées, stratégie et ‚événementialisation‘“, stellt der Autor doch Fragen an den Anfang wie: „Comment définir une stratégie pertinente?“, „Comment mieux connaître ses publics“ und vor allem „Comment évaluer la portée de ses actions et mesurer ses ‚performances‘?“ (S. 111). So will Tobelem darlegen, welchen Beitrag die Management-Wissenschaften zur Analyse und Entwicklung der Museen beitragen können. Der

<sup>2</sup> Marie-Paule JUNGBLUT, Museum as a social hub oder historische Museen im Angesicht einer sich verändernden Bevölkerungsstruktur, in: *forum* Nr. 354 (September 2015), S. 41-47.

<sup>3</sup> George E. HEIN, Museum Education, in: Sharon MACDONALD (Hg.), *A Companion to Museums Studies*, Malden/Oxford/Carlton 2007, S. 347.

Autor, „diplômé de l’Institut d’études politiques de Paris et d’études supérieures de droit politique“, der u.a. an der Ecole du Louvre lehrt, holt das Marketing aus der Schmutzecke der Kommerzialisierung, in die es Kulturschaffende bisweilen drängen wollen, und stellt nüchtern „une faible familiarité des responsables culturels avec la démarche stratégique“ fest (S. 112). Marketing und die damit verbundene regelmäßige Überprüfung der Wirkung von Vermittlung helfen dem Museum, regelmäßig seine „mission à la lumière des transformations sociales“ zu überprüfen (S. 112). Der Museumspraktiker hätte sich über *best practice* Beispiele gefreut, um Tobelems Stoßrichtung zu illustrieren, die ihm helfen könnten, sein eigenes Schaffen zu reflektieren. Immerhin liefert der Autor Hinweise auf rezente weiterführende Literatur. Dennoch bleibt Tobelems Aufsatz doch sehr theoretisch.

Bei den kurzen Berichten zu Luxemburger Museen sticht vor allem Patrick Michaelys Beitrag über das *Musée national d’histoire naturelle* positiv hervor. Der studierte Biochemiker ist seit 1996 Kommunikationsbeauftragter dieses Hauses. Der Leser spürt, dass das Museum eine Publikumsstrategie hat. Kurz und präzise zeigt Michaely, wie es sich an fünf Nutzerkategorien richtet: Kinder von 6-10 Jahren (inner- und außerhalb des Schulbetriebs), Jugendliche von 11-18 Jahren, Familien, Erwachsene und Experten. Am Beispiel der Ausstellung „Up to date“ (2009) kann der Lesende nachvollziehen, wie die Publikumsstrategie des Museums in der konkreten Ausstellungsvorbereitung umgesetzt wird. Er spürt, dass hier ein Mann mit Ausstellungserfahrung schreibt.

Abschließend kann gesagt werden, dass das Buch an seinem Anspruch scheitert. Das Versprechen, das „panorama des théories et des pratiques“ zu sein, wird nicht eingelöst. Zu einem Panorama der Museumstheorien gehören auch Ansätze aus nicht frankophonen Kulturkreisen. Ein Panorama der Museumspraxis bedarf mehr *best practice* Beispiele. Vor allem aber schafft es das Buch nicht, den Graben zwischen universitärer Museumsforschung und Museumspraxis zu überwinden. Daran ändern auch die bisweilen hilflos erscheinenden Kapiteleinleitungstexte der HerausgeberInnen nichts. Schade auch, dass die Beiträge über Luxemburger Museen stiefmütterlich in das letzte Kapitel des Buches verfrachtet werden. Es hätte dem Buch gut getan, wenn es sich als das geoutet hätte, was es ist: ein Tagungsband. Dann würde der Rezipierende die unterschiedliche Qualität der Beiträge verstehen und viele Unzulänglichkeiten verzeihen.

**Marie-Paule Jungblut**